

Courrier Fédéral

N° 369

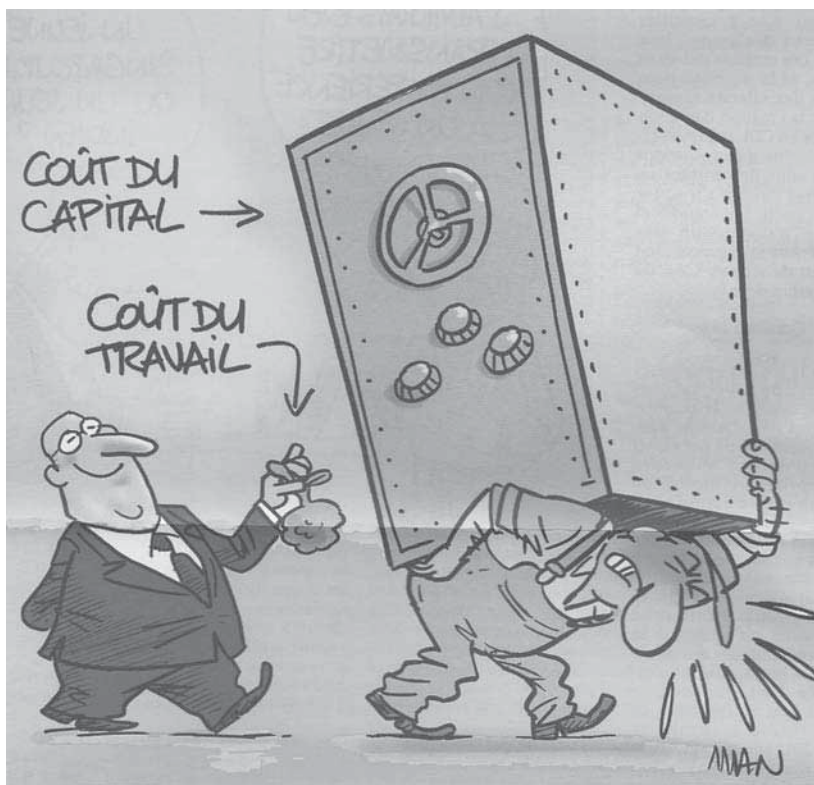
du 02.11.13 au 08.11.13

Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

Encart

Compte rendu
Journée d'étude UFICT



■ EDITORIAL

De qui se moque-t-on ?

page 3

■ POINT DE VUE

Des contrats à tout prix,
les armes ne sont pas une marchandise comme les autres

page 2

■ ECONOMIE

Valeur du travail/coût du capital,
des arguments à partager sans modération

pages 4 et 5

■ ASSOCIATION

Ambroise Croizat,
la belle histoire continue pour Les Bluets

page 6

■ CULTURE

«Les jours heureux», un premier film
de l'histoire du programme de la Résistance

page 7

■ PUBLICITE

page 8

Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs
de la Métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>
courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice en chef : L. Buchheit
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0418 S 06 474
Imprimé par nos soins

DES CONTRATS A TOUT PRIX

LES ARMES NE SONT PAS UNE MARCHANDISE COMME LES AUTRES



La presse s'embale sur les contrats d'armement mirobolants signés notamment avec l'Arabie Saoudite. Peut-on s'en féliciter ? Point de vue de Jean-Jacques Desvignes, membre du BF

«Ça plane pour le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian» publiait la Tribune après la confirmation par l'Arabie Saoudite, d'un contrat de plus de 1 milliard d'euros pour la France portant sur la livraison d'équipements militaires. Ce contrat est «une étape majeure dans les relations franco-saoudiennes en matière de défense navale. Il témoigne du niveau élevé de confiance mutuelle et de coopération qu'entretiennent l'Arabie Saoudite et la France» a déclaré le ministère.

Pour le Ministre, qui effectue sa troisième visite dans le royaume depuis mai 2012, l'Arabie Saoudite, «entretient avec notre pays un dialogue militaire et de sécurité confiant, qui se traduit par une étroite coopération de défense dense et un partenariat approfondi dans le domaine des équipements, au profit de la sécurité du Royaume et de l'ensemble de la région». Ce n'est certainement pas l'appréciation qu'en font les forces progressistes et démocrates dans la région, ni les militantes féministes. D'autres contrats sont en négociations pour des montants supérieurs à 4 milliards d'euros notamment pour un satellite d'observation, des hélicoptères ainsi que des centrales nucléaires et la construction d'un métro. Mais cela ne suffit pas, le ministre compte désormais sur le QATAR où l'avion de combat français est «en bonne position». Notre ministre continue d'affirmer sa détermination à exporter le Rafale.

Comment ne pas réagir, lorsque l'on sait que ces deux pays sont des dénis de démocratie, des états d'oppression et d'entraves aux droits de l'Homme et à la liberté des femmes. Ils ont, par ailleurs, soutenu la répression au Bahreïn et sont des soutiens notables (financiers, armement...) aux mouvements obscurantistes et fanatiques qui sévissent dans la région et dans le monde.

En France, les mêmes qui négocient ou soutiennent sans aucun état d'âme ces contrats, ont bon dos ensuite de vouloir intervenir militairement en tant que défenseur de la démocratie. Souvenez-vous de l'échec de la négociation du contrat de vente du Rafale avec le colonel Kadhafi en Lybie qui est devenu, quelques mois plus tard, la cible de la défense aérienne française. C'est le peuple libyen qui a payé le plus cher, quelques mois après, l'intervention armée pour le détroner.

Gouverner, c'est prévoir dit-on. Alors gouverner pour la démocratie et la paix commence par ne pas livrer d'armement à ces pays. Non, les armes ne sont pas des marchandises. «La poésie est une arme chargée de futur» Gabriel Celaya, poète espagnol antifranquiste. La seule arme exportable, devrait être celle-là.

L'éditorial

Roseline Duchesne,
membre du Comité Exécutif Fédéral



De qui se moque-t-on ?

Les réformes successives que le gouvernement nous divulguent et font voter contre l'avis des actifs et retraités n'améliorent en rien le pouvoir d'achat des Français.

Pour les retraités, malgré les journées d'actions répétées depuis des années, nous avons de plus en plus de mal à nous faire entendre. D'autant que les dernières annonces vont encore appauvrir d'avantage les plus pauvres. Beaucoup de retraités vont payer des impôts, alors qu'ils n'en payaient pas jusqu'alors. De ce fait, ils vont perdre les avantages qui en découlaient.

Devoir travailler des trimestres supplémentaires parce qu'on a une plus longue durée de vie n'est qu'un faux prétexte, l'allongement de la durée de cotisations réduit l'espérance de vie en bonne santé.

La Sécurité Sociale rembourse de moins en moins «elle serait en déficit». Pourtant, lorsqu'elle a été créée, en 1945, elle n'avait aucune réserve. Aujourd'hui, les mutuelles ponctionnent près de 10% des rentes de certains retraités. Ainsi, elles couvrent pour un minimum bien souvent et ne prennent plus en charge les lunettes et les dents.

Les mesures prises dernièrement, viennent mettre en difficulté les retraités.

- La revalorisation annuelle des pensions renvoyée au 1^{er} octobre 2014, soit 18 mois sans augmentation.

- La majoration de 10% du montant de la retraite pour les parents de trois enfants qui sera désormais soumise à l'impôt.

- La hausse de 0,3% de la CSG depuis le 1^{er} avril 2013 sur les retraites complémentaires.

- La suppression de la demi part fiscale, etc...

Tout cela ne peut conduire qu'à un appauvrissement de l'ensemble des retraités. Pour eux, les femmes sont plus vulnérables, puisqu'elles subissent à l'heure de la retraite, les inégalités qu'elles ont subi dans leur vie active avec 27% de salaire en moins que les hommes, les temps partiels, les congés maternité, le chômage, les carrières plus courtes...

Tout cela fait qu'actuellement au-delà de 65 ans, 66% des pauvres sont des femmes.

Cette retraite que nous méritons, nous ne la vivons pas toutes avec quiétude. Beaucoup de préoccupations viennent la troubler. Les françaises s'inquiètent plus que les hommes pour leur retraite mais ne peuvent la financer, faute de moyens.

La CGT fait des propositions pour palier à tout cela

- Revenir aux 10 meilleures années dans le calcul des droits à la retraite,
- Mieux reconnaître la pénibilité du travail des femmes,
- Améliorer les droits familiaux,
- Droit au temps partiel bonifié,
- Revalorisation des pensions de réversion...

Beaucoup pensent et nous disent que les retraités sont privilégiés. C'est un peu ce qu'on pense lorsqu'on est en retraites, seulement le matraquage qui est fait sur nos revenus nous laissent à la fin de chaque mois un peu plus démunis.

Les retraites complémentaires qui seront versées chaque mois à partir de janvier ne peuvent rien y changer.

Enfin, les femmes seules, veuves ou divorcées avec des revenus qui frisent le seuil de pauvreté, comment font-elles pour arriver à vivre dignement si elles ne demandent pas aux organismes de les aider ?

Une assemblée des femmes de la métallurgie aura lieu dans la salle du CCN le 25 février 2014, où les problèmes des femmes seront mis en avant ainsi que ceux des femmes retraitées.

VALEUR DU TRAVAIL/COUT DU CAPITAL

DES ARGUMENTS A PARTAGER SANS MODERATION

Chantage et culpabilisation sont orchestrés minutieusement depuis des années par le patronat pour détricoter les conquies sociaux des salariés. Depuis 2008, avec la crise économique, la pression s'est accélérée. Face au déferlement de propagande sur le soi-disant poids des salaires en France sur l'économie, la CGT a décidé de lancer une grande campagne pour aider les militants à rétablir la vérité. Il s'agit de briser le raisonnement patronal qui voudrait faire du travail un coût alors qu'il n'est que création de richesses, tout en restant muet sur le coût du capital. Les secteurs éco de la CGT et de la fédération travaillent actuellement sur des aides argumentaires pour les mettre entre les mains des syndicats et les encourager à étudier les bilans économiques de leurs entreprises pour faire connaitre ce que rapporte réellement un salarié.

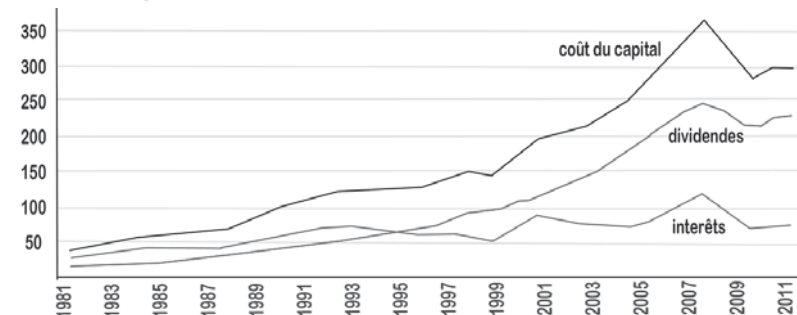
Part des salaires dans la valeur ajoutée (Source CGT à partir de l'INSEE)



Le partage des richesses au détriment du travail

D'après les comptes nationaux, la masse salariale représentait, en 2012, 66,6% de la valeur ajoutée contre 72,9%, en 1981. Chez EADS, qui ne souffre pas d'un manque de commandes, la masse salariale, par rapport au chiffre d'affaires, est passée de 22,1%, en 2006, contre 15,9%, en 2012. Dans le même temps, le nombre d'avions civils livrés a augmenté, passant de 434, en 2006, à 588, en 2012.

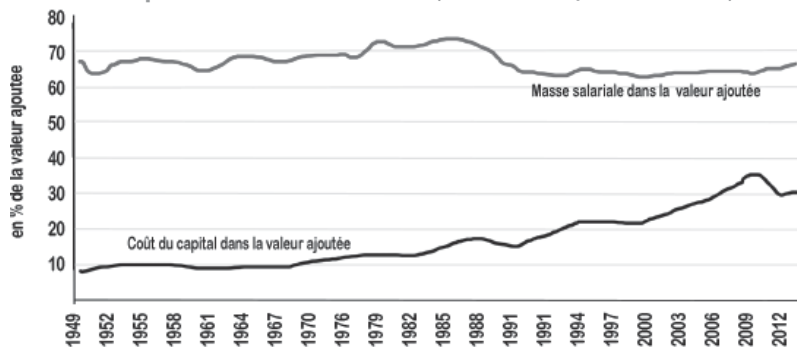
Coût du capital (Source CGT à partir de l'INSEE)



La financiarisation de l'économie

L'accroissement de la financiarisation de l'économie renchérit le coût du capital. Le coût du capital se compose de deux parties. D'une part, le coût du capital productif ou coût réel qui correspond à l'effort collectif nécessaire pour produire de nouveaux biens destinés à améliorer le capital productif de l'entreprise et alors accroître ses richesses. Et d'autre part, le surcoût du capital, c'est le surcoût financier et rentier du capital. C'est-à-dire, la somme des intérêts excessifs versée à la finance, les dividendes excessifs et autres profits distribués et non réinvestis.

Coût du capital et masse salariale (Source CGT à partir de l'INSEE)



Le capital vampirise sans cesse davantage les richesses créées par le travail

Les dividendes, qui représentaient 3% de la richesse nationale en 1980, pèsent désormais 9%. Depuis trente ans, c'est le capital (banques et actionnaires) qui a vu augmenter sa part du gâteau des richesses créées au détriment du travail. Le patronat peut se lamenter dans les médias et auprès du gouvernement, mais dans la réalité, l'an dernier, les entreprises ont déboursé presque deux fois plus pour leurs frais financiers que pour les cotisations à la Sécurité Sociale.

Les conséquences de la financiarisation de l'économie pour le travail

Ce sont les salariés et l'entreprise productive qui payent les exigences de rentabilité du capital.

Hausse de la productivité

L'objectif patronal est de faire toujours plus et mieux avec moins de personnel. Cette pression constante sur les salariés entraîne une détérioration des conditions de travail. Mais la flexibilité, le management par objectifs, le lean manufacturing, la gestion par le stress,... profitent d'abord à gonfler les marges des actionnaires.



La productivité horaire des salariés français est passée de 33,4 en 1990 à 45,4 en 2011

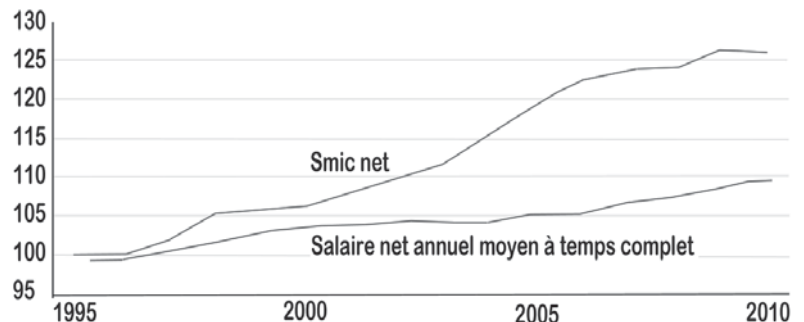
(source OCDE Stat Extracts)

Pression sur les salaires

Le coût salarial unitaire a baissé de 0.5% en moyenne par an entre 1996 et 2008. (source insee)

Depuis plus de 20 ans, les gouvernements successifs ont donné la priorité à l'allègement de la rémunération du travail à proximité avec le SMIC pour faciliter l'embauche des chômeurs peu ou pas qualifiés. Ainsi, le taux de cotisations sociales a diminué pour les salariés dont la rémunération est proche du SMIC. Ainsi, les exonérations de cotisations sociales concentrées à proximité du SMIC créent une trappe à bas salaires et pénalisent l'industrie.

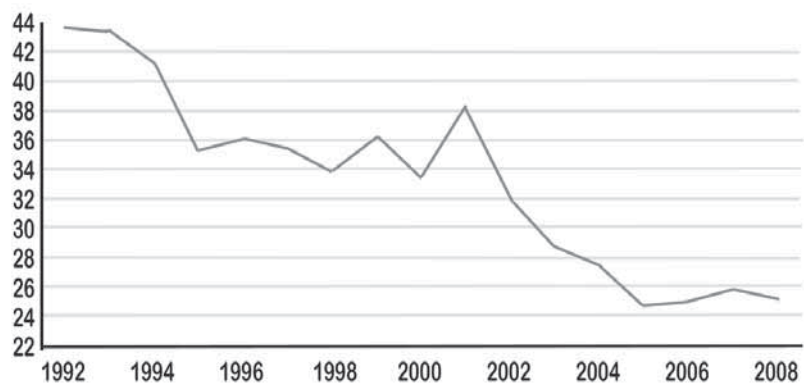
Evolution du salaire annuel net moyen (temps complet) et du SMIC annuel net de 1995 à 2010 en euros constants base 100 en 1995



Baisse des investissements productifs surtout en recherche et formation

La course effrénée aux profits engendre un manque d'innovations et d'investissements. Les dépenses en R&D qui représentaient 44% des dividendes en 1992, n'en représentent plus qu'environ 25%. Comparées à son principal concurrent l'Allemagne, les dépenses totales (publiques et privées) de R&D représentaient 2,8% du PIB en Allemagne contre 2,1% en France. De plus, l'outil de production est vieillissant dans l'hexagone. En 2010, le rapport final des Etats généraux de l'industrie estimait le déficit de l'investissement industriel en France à 100 milliards d'euros.

Dépenses en Recherche et Développement en % des dividendes (source OCDE INSEE)



Et vous dans votre entreprise ?

Les syndicats CGT d'Astrium et Airbus ont chacun réalisé récemment un travail, distribué sous forme de tract, pour dénoncer le coût du capital dans leurs entreprises.

Le Conseil national de la Fédération métallurgie, réunit les 3 et 4 octobre derniers, incite les syndicats CGT à étudier les chiffres de leurs entreprises pour démontrer aux salariés « ce que vous rapportez à l'entreprise » car « les objectifs financiers de certains aujourd'hui, méritent-ils l'affaiblissement de l'industrie demain ? ».

Qu'est ce que la valeur ajoutée ?

La valeur ajoutée représente la richesse nouvelle produite qui pourra être répartie sous forme de revenus. C'est une notion différente du chiffre d'affaires qui représente la somme de l'ensemble des ventes des entreprises. La valeur ajoutée est obtenue si on soustrait du chiffre d'affaires les coûts intermédiaires, c'est-à-dire les matières premières et les services que les entreprises ont dû acheter pour produire.



La cessation de paiement dans laquelle se trouvait l'Association Ambroise Croizat, gestionnaire, entre autres, de l'hôpital Pierre Rouquès/maternité Les Bluets, depuis plusieurs mois, est aujourd'hui écartée. C'est un soulagement pour tous, pour les 580 salariés employés, pour les usagers accompagnés, tant sur le chemin du reclassement professionnel via les trois centres de réadaptation sociale et professionnelle, que sur celui de l'accueil d'un enfant. Soulagement aussi pour la CGT à l'origine de ce magnifique patrimoine social et foncier.

Par Daniel Gouttefarde, président de l'association A. Croizat

L'activité se poursuit et le projet médical des Bluets, respectueux de la femme, de l'enfant et de la relation parentale, au cœur de l'accompagnement proposé, demeure. Il est plus que jamais une nécessité dans un paysage sanitaire qui a besoin d'être repensé au service des besoins sociaux et, plus généralement, d'une idée que nous nous faisons d'un grand service public de la santé auquel l'association participe.

Après des mois de vives inquiétudes, qui ont suscité des mobilisations citoyennes tout azimut, mais aussi syndicales, associatives, professionnelles et politiques, l'activité de cet établissement emblématique, précurseur dans son domaine, est préservée.

C'est l'implication et l'engagement de tous qui permettent ce résultat. En particulier le rassemblement du 6 juin 2013 devant le ministère de la Santé à Paris, où plus de 500 personnes ont manifesté leur volonté de voir préserver cet établissement et la qualité de l'accompagnement proposé.

En parallèle, les parties prenantes (association gestionnaire, association propriétaire, banques, ARS Ile de France, créanciers, trésor public et AP/HP) ont beaucoup travaillé et fait les efforts indispensables pour sauver Les Bluets.

De ce point de vue, l'Union Fraternelle des Métallurgistes d'Ile de France, à nouveau, a montré combien les métallos savaient faire les choix importants et stratégiques quand l'avenir de son patrimoine est en jeu. Ce patrimoine qu'elle met à la disposition de la réponse aux besoins sociaux, depuis plus de 75 ans.

Même le Conseil de Paris a voté, à l'initiative des élus Front de Gauche, une subvention exceptionnelle, montrant ainsi son attachement à cet établissement, partie intégrante du pôle de périnatalité de l'Est parisien.

Que les familles soient rassurées, l'établissement fonctionne, il est toujours Les Bluets de sa réputation. Elles continueront d'y trouver la prise en compte et l'accompagnement auxquels elles aspirent et qui correspondent aux besoins de notre époque.

Bien sûr, la lutte continue pour obtenir, enfin, une véritable tarification à l'accompagnement qui prenne en compte le travail réel autour de la parentalité et pour que se prolonge la belle histoire des Bluets. Pour cela, il y a besoin de l'implication des organisations de la CGT. L'association Ambroise Croizat et ses établissements sont leur création, leur propriété, leur volonté. Son histoire progresse à travers les luttes. La preuve en est une nouvelle fois apportée.

«LES JOURS HEUREUX»

UN PREMIER FILM DE L'HISTOIRE DU PROGRAMME DE LA RESISTANCE

Entre mai 1943 et mars 1944, sur le territoire français encore occupé, seize hommes appartenant à tous les partis politiques, tous les syndicats et tous les mouvements de Résistance vont changer durablement le visage de la France. Ils vont rédiger le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) intitulé magnifiquement «Les jours heureux». Ce programme est encore au cœur du système social français puisqu'il a donné naissance à la Sécurité Sociale, aux retraites par répartition, aux comités d'entreprises, à la liberté de la presse, etc. Ce film vise à retracer le parcours de ces lois, pour en réhabiliter l'origine qui a aujourd'hui sombré dans l'oubli. Raconter comment une utopie folle dans cette période sombre devint réalité à la Libération. Raconter comment ce programme est démantelé depuis. Questionner la réalité sociale d'aujourd'hui, et voir comment les valeurs universelles portées par ce programme pourraient irriguer le monde de demain.
Interview du réalisateur Gilles Perret, publiée sur le site « les jours heureux »

Comment expliquez-vous que cette histoire ne soit pas mieux connue ?

Gilles Perret. *L'histoire de la Résistance nous a toujours été racontée à travers ses faits d'armes. La pensée politique qui l'accompagnait n'a pas été enseignée. Je crois que c'est dû au fait qu'en période de gaullisme, il n'était pas de bon ton de rappeler que la provenance de toutes ces avancées sociales était de gauche, d'inspiration à la fois socialiste et communiste. Ensuite, [...] les gouvernements de droite comme de gauche se sont employés à détricoter ce programme avec les privatisations, la mise en concurrence des services publics, etc. Plus personne n'avait donc intérêt à rappeler cette histoire, qui est celle de la vraie gauche.*

Il doit être très impressionnant d'être face à de tels hommes...

G.P. *Oui, j'ai eu beaucoup de chance de les rencontrer et surtout d'avoir une relation d'amitié avec eux. C'est formidable. Je n'aurais jamais pensé rencontrer de telles personnes. [...] Au-delà du film, ces hommes sont pour moi des exemples de courage, de droiture, de combativité et de fidélité à leurs idées. Ils ne se sont pas endormis sous les honneurs et les médailles. Lorsque j'ai des doutes ou un coup de «moins bien», je pense à eux et ça me botte les fesses. Nous n'avons pas le droit de nous endormir, ne serait-ce que pour honorer leur mémoire.*

Ce sont eux qui vous ont mis sur la voie de ce film ?

G.P. *J'avais découvert l'existence des Jours Heureux lors d'un appel, en 2004, de grandes figures de la Résistance «à faire vivre les valeurs de ce programme, toujours actuelles». Ça a été pour moi une révélation. Et, effectivement, mes rencontres successives avec ces Résistants m'ont incité à aller plus loin dans la transmission de cette histoire. Par ailleurs, eux-mêmes tenaient à ce que ce film se fasse. Non pas pour la gloire mais bien pour que les principes édictés dans ce programme puissent éclairer le monde de demain. Ces gens n'ont pas pour habitude de regarder dans le rétroviseur, ils sont ou étaient de grands optimistes.*

Pourquoi avoir souhaité confronter les interviews de ces figures de la Résistance à celles d'hommes politiques aujourd'hui ou récemment aux affaires ?

G.P. *L'histoire du CNR est une histoire politique. Ses membres ont rédigé un programme qui allait être mis en place par des responsables politiques. Or, ce sont les responsables politiques actuels qui sont censés nous donner les orientations des décennies à venir. Quasi-ment tous les candidats à la présidence de la République avaient mentionné le programme du CNR dans leurs discours, il m'a paru naturel d'aller leur demander en quoi ils estimaient légitime cette évocation, au regard des politiques qu'ils mènent ou qu'ils voudraient mener. Je n'ai pas été déçu par leurs réponses : une fois gratté le vernis, la plupart ont tendance à vite s'énerver sur les questions de politique fondamentale. Pour moi, l'Histoire ne doit pas être mise dans du formol. Elle doit questionner le présent pour servir le futur.*

Précisément, on voit poindre l'objection : ce fut certes une belle histoire mais les mesures édictées il y a 70 ans ne sont pas forcément celles dont la France a besoin aujourd'hui, entre crise économique et mondialisation...

G.P. *Ce sont surtout les gens de droite qui ont ce type d'arguments... En fait, qu'avaient fait les Résistants en appliquant ce programme? Ils avaient restauré la République et ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité. Ils avaient mis en place des barrières et des règles qui allaient permettre de ne pas revivre le marasme des années 30, consécutif à la crise financière de 29 : nationalisation des banques, de l'énergie, amendement sur la presse pour qu'elle soit réellement indépendante, instauration de l'état social, etc. Je continue de penser que les valeurs de solidarité contenues dans ce programme ne sont pas attachées à la seule période des années 40, elles sont toujours actuelles. Toutes ces mesures visaient à imposer un état fort avec des politiques volontaristes sur le plan social et économique. N'est-ce pas ce dont nous aurions besoin aujourd'hui face à la domination de la finance et du seul pouvoir économique?*



Mutuelle Familiale

Entre nous, la solidarité



NOTRE MUTUELLE, C'EST COMME UNE FAMILLE.

On protège les salariés, on accompagne les acteurs de l'entreprise.
Bref, on se serre les coudes.

OFFRES


ENTREPRISES

POUR GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS,
NOUS POUVONS FAIRE BEAUCOUP ENSEMBLE !

Merci aux collaborateurs de la Mutuelle Familiale qui ont posé pour ces photos.